

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Mobilisations anti-Front National Refusons l'union sacrée derrière nos exploitateurs !

Depuis les élections régionales, un énorme battage médiatique autour d'un prétendu "danger fasciste" se déchaîne à nouveau en France. Avec insistance, les prolétaires sont encore une fois conviés à participer au "sursaut républicain" et à la "résistance citoyenne" aux côtés de leurs exploitateurs. La classe ouvrière doit prendre garde, avec cette campagne, comme avec toutes celles qui l'ont précédée sur le même thème, c'est un véritable piège qui lui est tendu.

Le mythe du "danger fasciste" : une aubaine pour la "gauche plurielle" au gouvernement

C'est dans la semaine qui a suivi les régionales et jusqu'à la manifestation

du 28 mars que le battage a atteint son paroxysme. Dans un chœur unanime, toute la gauche "plurielle" appelait le "peuple citoyen de France" à démontrer son "attachement à la Liberté, l'Egalité et la Fraternité". Il fallait "Vite un sursaut", il fallait dans l'urgence mettre "la pression de la résistance citoyenne" qui était "bienvenue, de droite comme de gauche", montrer qu'on avait "la République au cœur", "faire quelque chose" pour abattre la "gangrène fasciste" et courir sauver "la démocratie en danger". Rien n'était laissé au hasard pour chercher à donner du "souffle" à cette "mobilisation anti-FN" et mieux frapper les "consciences". Ainsi, pendant qu'elle faisait mousser la "grève du 93" dans les médias toute la se-

maine, la faisant apparaître comme l'expression d'une large "mobilisation populaire" (voir notre article page 3), la bourgeoisie rameutait avec une bruyante ostentation les "jeunes" de la Seine-Saint-Denis en tête de la manifestation du 28, sous le mot d'ordre "Le Pen, touche pas à la République". Dans un tel climat soigneusement concocté par toute la gauche avec le soutien actif de l'extrême-gauche, on se serait presque cru à la veille d'une bataille décisive, dans un moment crucial où, du fascisme ou de la démocratie, l'un des deux allait l'emporter de façon décisive.

Mais le gouvernement ne s'est pas contenté d'arrêter son barouf antifasciste au 28 mars ; il s'est bien au contraire efforcé de continuer sur sa lancée

en agissant plus en profondeur. La fin du procès Papon et le verdict final qui intervenaient au milieu de la semaine suivante sont, comme par hasard, arrivés à point nommé pour "rappeler" les monstruosité du fascisme ; puis c'est coup sur coup la condamnation de Le Pen à l'inéligibilité pour deux ans, et l'interdiction de deux syndicats liés directement au FN qui sont venus apporter leur caution et toute une crédibilité à la campagne en étant censés apporter la preuve de la "réalité actuelle du fascisme".

La vérité, c'est que le parti de Le Pen, quel que soit son poids dans la vie publique, n'a rien à voir, de près ou de loin avec le fascisme des années 30. Rien dans le programme du FN ne

correspond aujourd'hui aux intérêts et aux besoins du capital national et il n'est nullement en mesure de prétendre prendre en mains les rênes de l'Etat, contrairement au fascisme des années 30 qui fut un pur produit des besoins du capital, appuyé par la grande industrie (voir article p.2).

De fait, l'objectif premier de tous ce battage à répétition, c'est de marteler l'idée que la gauche qui combat Le Pen, c'est quand même mieux que la droite qui s'allie avec lui. Le gouvernement cherche ainsi à masquer sa nature fondamentalement bourgeoise et antiouvrière, à redorer son blason tout en créant un rideau de fumée, alors qu'il met en oeuvre une politique encore plus radicale que la droite contre toutes les conditions de vie et de travail du prolétariat.

Une campagne et un piège dirigés avant tout contre la classe ouvrière

"Etre humain, c'est résister", titrait *L'Humanité* le 3 avril. Derrière ce verbiage crapuleux d'un PCF qui est l'instigateur principal de la mode "citoyenne", images-choc à l'appui de "jeunes" et de lycéens "qui en veulent", il s'agit en fait pour la bourgeoisie et la gauche d'appeler les prolétaires à se fonder dans la masse "populaire et citoyenne", de perdre leur identité de classe dans l'union sacrée qui mène au même combat contre l'épouvantail fasciste. Et il s'agit en conséquence de montrer du doigt ces ouvriers qui ne se

Mai 1968 : Le prolétariat ressurgit comme seule classe révolutionnaire de la société

Depuis trente ans, l'anniversaire de Mai 68 donne régulièrement à la bourgeoisie l'occasion de falsifier l'histoire. Alors que cet événement de portée internationale a signifié le retour du prolétariat sur la scène sociale après plus de quarante ans de contre-révolution, il n'est à chaque fois question, dans la propagande bourgeoise que de l'agitation étudiante. A l'entendre, Mai 68 n'aurait fait qu'exprimer l'idéalisme naïf, plus ou moins teinté d'utopie révolutionnaire, de la "jeunesse dorée" née dans le "baby boom". Le silence convenu sur les millions d'ouvriers en grève (tandis qu'on se répand sur la réussite sociale et la carrière politique des leaders étudiants de l'époque, aujourd'hui quinquagénaires installés), est à la mesure de la peur que lui a inspiré il y a trente ans, non la révolte des étudiants, mais le réveil historique du prolétariat. Il en est du mensonge sur les événements de 1968 comme de la manière dont la

classe dominante "célébrait", il y a six mois, le 80e anniversaire de l'insurrection d'Octobre 1917. Le black-out sur les événements réels, l'acharnement à effacer des mémoires l'expérience révolutionnaire du prolétariat contre l'ordre bourgeois, la calomnie sur les prétendus "crimes du communisme" assimilé à son bourreau stalinien, visaient déjà, comme aujourd'hui, à marteler le mensonge suivant lequel la seule classe révolutionnaire de la société, le prolétariat, n'a ni passé, ni avenir. Pour la classe ouvrière, la réappropriation de son histoire est une nécessité fondamentale qui conditionne l'avenir de son combat, et avec lui, celui de l'humanité toute entière.

Après avoir massacré physiquement la classe ouvrière pendant les années 20 à la suite de la vague révolutionnaire du premier après-guerre, après l'avoir démoralisée et complètement

déboussolée au nom de la défense de la "patrie socialiste russe" et de "l'antifascisme" dans les années 30, après l'avoir précipitée dans les charniers de la seconde guerre mondiale, la bourgeoisie confondait l'épuisement du prolétariat avec son asservissement. Ivre de ses victoires, ivre de la "prosperité" de l'après-guerre fondée sur des millions de cadavres, elle se croyait devenue immortelle et se moquait ouvertement de la classe porteuse du communisme et de sa conception du monde, le marxisme.

La fin des mystifications sur la disparition du prolétariat

Le mouvement de Mai 68 allait sonner le glas de ces illusions. Le repas de funérailles n'était pas encore desservi que le défunt, bien vivant, mettait fin au banquet. Et de quelle façon ! Pour son premier réveil après plusieurs décennies de torpeur, le prolétariat mon-

dial allait mener en France la plus grande grève de son histoire : neuf millions d'ouvriers, la presque totalité de la classe ouvrière du pays, bloquant la production pendant près d'un mois. Pour la première fois de l'his-

(SUITE PAGE 6)

(SUITE PAGE 2)

Sommaire

FRANCE

Les luttes de cliques des partis de droite aggravent les difficultés de la bourgeoisie française p.2

Grève des enseignants dans la Seine-Saint-Denis :
L'aggravation de la misère ouvrière n'est pas un problème de "département" p.3

13e CONGRÈS DE REVOLUTION INTERNATIONALE

Le combat à long terme pour la construction de l'organisation et la défense du marxisme p.4
Crise financière dans le Sud-Est asiatique, récession au Japon :
des convulsions économiques qui révèlent la faillite du capitalisme p.5

HISTOIRE DU PCF (IV)

1943-1947 : au gouvernement, le PCF défend le capital national contre la classe ouvrière p.8

Les luttes de cliques des partis de droite aggravent les difficultés de la bourgeoisie française

Ce qu'il y a de particulièrement ahurissant dans l'image que donne de sa vie politique interne la 4e puissance mondiale, ce n'est pas, comme les médias et les discours "politiquement corrects" de gauche comme de droite nous en rebattent les oreilles depuis un mois, le "scandale" que constitueraient en soi les accords passés entre des élus de la droite dite "classique" et le Front National. Toutes les protestations "morales", servies à tours de bras sur ce thème, ne sont là que pour permettre à la bourgeoisie, et notamment au gouvernement, de relancer ses campagnes idéologiques "démocratiques" et "antifasciste" (voir article page 1). Non, ce qui inquiète véritablement la classe dominante, à gauche comme à droite, c'est l'état de délabrement interne atteint par l'aile droite de son appareil politique et, par suite, de l'incapacité où elle se trouve de préparer la relève de la gauche au gouvernement.

L'état des lieux a effectivement de quoi alarmer la classe dominante. Elle doit se rendre à l'évidence : ses partis de droite, malgré les efforts de leurs dirigeants, ont perdu tout contrôle des visées carriéristes de leurs potentats locaux, au point d'être submergés par elles. Leurs appareils, leur base militante, au lieu d'être le levier d'une politique cohérente au service des besoins supérieurs du capital français, s'avèrent n'être plus qu'un panier de crabes et de cliques qui s'entre-déchirent, pire, un ramassis d'ambitions personnelles prêtes à faire n'importe quoi pour un fauteuil de président de région ou une voiture de fonction ! L'UDF est en miettes. Plus velléitaires les uns que les autres, chacun de ses ténors, de Bayrou à Millon en passant par Madelin, se livre à une dérisoire compétition pour la fondation de son propre "grand parti de la droite" rival de celui du voisin.

Le RPR, s'il tient encore debout, est ébranlé plus que jamais par ses guerres de clans, comme en témoigne l'affrontement pour la Mairie de Paris. Plus encore, ses vieilles contradictions de fond reviennent au galop, comme le révèle le grand écart qu'il vient d'opérer en refusant d'entériner le passage à l'euro à l'Assemblée et au Sénat, tout en clamant à cors et à cris (à la suite de Chirac) son "indéfectible attachement à la monnaie unique", semant la consternation en son sein et chez ses partenaires, à droite comme à gauche. A côté de cela, le parti d'extrême-droite de Le Pen voit son influence et son poids dans le jeu politique bourgeois monter en puissance, en proportion inverse de ceux de la droite "classique". Comment la bourgeoisie française en est-elle arrivée là ?

Les racines historiques des faiblesses de la droite française

Les faiblesses congénitales de la droite en France plongent leurs racines dans l'histoire même du capitalisme français marqué par le poids de la petite et moyenne entreprise, du secteur agricole et du petit commerce. Ces archaïsmes n'ont cessé de peser sur l'appareil politique qui n'a jamais réussi à donner naissance à un grand parti de droite directement lié à la grande industrie et à la finance, tel que le parti conservateur en Grande-Bretagne ou le parti chrétien démocrate en Allemagne. Ces difficultés structurelles se sont trouvées aggravées par les conditions dans lesquelles l'appareil politique français est sorti de la seconde guerre mondiale : alors que la grande bourgeoisie avait, durant la guerre, plutôt opté pour le bloc allemand en soutenant le gouvernement de Vichy, l'irruption du gaullisme et de son "humour providentiel" allait certes lui sauver la mise, mais aussi marquer de son empreinte tout le demi-siècle

suivant. Comme le fascisme, le gaullisme est un produit direct de la tendance au capitalisme d'Etat propre à la décadence du capitalisme, il en est une expression radicale sous la forme d'une propension au parti unique contrôlant tous les secteurs de l'Etat, police, armée, services secrets avec des connexions jusque dans le grand banditisme. A l'origine d'une constitution particulièrement rigide, avec une hyper-centralisation du pouvoir dans un exécutif tout puissant, et porté par son idéologie populiste et nationaliste, le gaullisme a constitué une réponse adaptée aux tâches de l'après-guerre et de la reconstruction. Il lui reviendra notamment la tâche de régler enfin le problème des colonies et du fardeau qu'elles constituaient pour le capital français, tâche à laquelle ses prédécesseurs n'avaient pas osé s'attaquer jusqu'alors.

Mais la fragilité et les limites de l'appareil gaulliste devaient se révéler à partir de la fin des années 60, lorsque la réapparition de la crise ouverte du capitalisme et surtout la réémergence des luttes ouvrières vinrent ouvrir une nouvelle période d'affrontements de classes. Pour le capital français, le gaullisme a fait son temps. Sous la présidence Pompidou, puis surtout sous celle de Giscard, la bourgeoisie française prépare la liquidation de l'héritage du gaullisme et le transfert du pouvoir vers des représentants plus classiques de la bourgeoisie industrielle. Tel est le sens de la formation de l'UDF qui vise à contrebalancer la situation de quasi-monopole qu'a sur la droite française le parti gaulliste, comme des efforts pour tenter de "rénover" ce dernier de l'intérieur.

De "l'accident" de mai 81 à la montée en puissance du Front National

La tâche est d'autant plus urgente qu'à la fin des années 70, à l'instar de ce qui se passe dans tous les pays développés, la stratégie de l'heure pour la bourgeoisie c'est de pouvoir compter, au gouvernement, sur une fraction de droite déterminée à mener les brutales politiques antiouvrières requises par l'accélération de la crise capitaliste, tandis que les partis de gauche et leurs syndicats sont chargés, dans l'opposition, de contenir, saboter, dévoyer les luttes prolétariennes qui ne vont pas manquer de se développer en riposte à ces attaques.

Mais c'était sans compter sur la capacité de nuisance du courant gaulliste qui va résister par tous les moyens, tant aux tentatives pour réduire son influence qu'aux essais de transformation de l'intérieur. L'arrivée de la gauche au gouvernement, lors des élections présidentielles de mai 81, en sera la conséquence. Produit direct des

manoeuvres des secteurs les plus archaïques du RPR, représentés par Chirac, pour saboter la réélection de Giscard, elle va créer en France une situation dont la bourgeoisie paye encore aujourd'hui les conséquences. Non seulement la gauche va se trouver affaiblie dans sa fonction de mystification en assumant les attaques antiouvrières, mais pour la droite c'est le début de la "descente aux enfers", car au désarroi de la défaite qui ne pouvait qu'attiser les déchirements et les conflits internes va s'ajouter un nouveau handicap concrétisé par le développement et la montée du Front National.

En effet, le poids pris par l'extrême-droite dans la vie politique française, favorisant la concurrence et la dispersion à droite, est le produit direct de la situation créée par l'arrivée de la gauche au pouvoir dans les années 80. Cette dernière, confrontée à un discrédit croissant, va trouver dans le prétendu "danger fasciste" une légitimité nourrie par les succès du FN, lesquels seront hautement favorisés par le pouvoir en place. Depuis l'instauration par Mitterrand de la proportionnelle en 1986 (qui permettra au FN de faire son entrée au parlement) jusqu'à aujourd'hui, aucune publicité médiatique ne fera défaut au parti de Le Pen, qui va canaliser les votes protestataires de rejet de "la classe politique" tout en servant de faire-valoir à la gauche, auréolée, grâce à lui, du statut de champion de la défense de la "démocratie" et des "droits de l'homme".

L'utilisation de Le Pen, telle une baudruche qu'on gonfle et qu'on agite quand nécessaire, a été un des moyens majeurs de la bourgeoisie française pour limiter les conséquences de la venue de la gauche au pouvoir dans les années 80, face à une classe ouvrière qui développait ses luttes et sa conscience et qui apprenait à reconnaître dans les partis de gauche ses pires ennemis. Le problème pour la classe dominante c'est qu'aujourd'hui la baudruche est devenue difficilement gérable, au point qu'elle tient littéralement en otage les secteurs de droite, faisant et défaisant à sa guise ses déboires comme ses succès électoraux.

Le poids du FN dans la vie politique française ne signifie nullement qu'on assisterait en France à une "montée du fascisme". Il est parfaitement clair pour la bourgeoisie que le programme du FN est parfaitement inapplicable et contraire aux besoins du capital français. Tant ses orientations anti-européennes et isolationnistes que ses prétentions à interdire l'exploitation de la force de travail "immigrée" vont à contre-courant complet des objectifs du capital (contrairement au fascisme des années 30). Et surtout, et c'est là la principale différence avec les années 30, la classe ouvrière n'étant pas vaincue, la bourgeoisie sait bien qu'elle a particulièrement besoin de faire jouer à fond tout son attirail "démocratique" et "pluraliste" contre la lutte de la classe ouvrière.

La gauche "coincée" au pouvoir pour longtemps

La capacité de la bourgeoisie française à réorganiser son appareil politique pour faire face à l'accélération de la crise et aux développements futurs de la lutte de classe est en jeu. Or l'aile droite de son appareil politique est aujourd'hui

un champ de ruine. Les espoirs mis dans les années 70 dans l'UDF pour former le pôle d'une droite moderne, s'appuyant sur les grands secteurs industriels et bancaires du capital français, n'ont donné au mieux naissance qu'à un ramassis de notables, dont les cinq composantes se tirent aujourd'hui dans les pattes. Quant au RPR, les tentatives pour le rénover ont lamentablement échoué. A l'image de Séguin, chef de file du "Non à Maastricht" en 92 et aujourd'hui propulsé nouveau secrétaire général après la dissolution, ce sont les vieux réflexes archaïques du parti gaulliste, ses tentations isolationnistes et protectionnistes, qui reprennent désormais le dessus, dans une tentative désespérée de reprendre au FN les électeurs perdus. Il est en effet devant la quadrature du cercle : pour rester le pôle central d'une recomposition de la droite française, il lui faudrait se débarrasser du poids des secteurs les plus archaïques au risque de perdre ce qui fait sa force : son appareil discipliné et sa base militante et électorale. Ou bien au contraire, il cède à la pression de ces derniers, retrouve les accents populistes et nationalistes qui ont fait sa gloire d'hier et devient ... une sorte de FN-bis, juste un peu plus "présentable" que le parti de Le Pen, mais pas plus que lui apte à répondre aux besoins du capital national.

REFUSONS L'UNION SACRÉE DERRIÈRE NOS EXPLOITEURS !

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

sont pas mobilisés dans ce nouveau piège, ces ouvriers qui restent sourds ou méfiants devant ces appels réitérés de leurs exploiters. Après avoir cherché à les culpabiliser pour ne pas s'être suffisamment mobilisés aux régionales pour faire "barrage" au FN, il s'agit encore de les stigmatiser comme "mauvais citoyens", même pas "humains", et de les pousser à se retrouver atomisés et noyés dans la "population citoyenne", main dans la main avec leurs ennemis de classe, derrière et pour cette "démocratie" bourgeoise qui les brise. Bien plus, l'objectif est encore, dans l'ambiance des campagnes anticomunistes à répétition, à l'heure où toutes les forces de la bourgeoisie n'ont de cesse de flétrir la lutte de classe et l'histoire du mouvement ouvrier, de montrer que non seulement les ouvriers n'ont de salut qu'en se diluant individuellement dans ces "mobilisations" interclassistes, mais que, s'il ne le font pas, ils deviennent, à l'instar des fascistes, des ennemis du "peuple" et seront mis à l'index.

C'est justement dans ce but d'attaquer la confiance en elle-même de la classe ouvrière que le gouvernement, relayé sournoisement par les syndicats et les gauchistes de tous poils, s'efforce de mettre en exergue à tous propos la montée du FN en milieu ouvrier. Mais, lorsque la gauche et le PCF désignent, comme un exemple à suivre, les "vrais de vrai", ces bons ouvriers et ouvrières qui avaient combattu dans la Résistance contre "l'occupant nazi" pour la "France libre et démocratique" et pour mieux se faire exploiter dans la "re-

C'est bien la crise de la droite qui contraint aujourd'hui la gauche à prendre au gouvernement la responsabilité des nouvelles attaques antiouvrières. De toutes façons, la bourgeoisie peut compter sur elle, elle a déjà prouvé dans les années 80 qu'elle est tout à fait capable de prendre les mesures qu'imposent la défense du capital national ! La gauche trouve même dans le poids de l'extrême-droite une justification qui lui permet pour le moment de dévoyer la colère et la conscience ouvrières par ses bruyantes campagnes démocratiques et antifascistes. Cependant, vu l'ampleur des coups que la crise va lui amener à porter contre la classe ouvrière, le problème majeur pour la bourgeoisie française se trouvera être celui de se donner les moyens de renvoyer dans l'opposition ses partis de gauche pour faire face aux réactions ouvrières, ce qui est rendu difficilement applicable du fait de la défection de la droite. C'est là que réside toute l'inquiétude de la classe dominante.

Pour la classe ouvrière, cette faiblesse de l'ennemi ne pourra être mise à profit que si, en développant ses luttes, elle contraint la gauche à assumer plus ouvertement encore son rôle antiouvrier, apprenant ainsi à identifier clairement ses ennemis.

PE (23/4/98)

construction de la nation", c'est la même logique nationaliste que celle du FN qu'elle cherche à encourager dans les rangs ouvriers. Car c'est bien la propagande patriotarde menée par le PCF depuis les années 30 et à la fin de la guerre, ce nationalisme qu'il a cultivé à outrance dans les rangs ouvriers où il n'a eu de cesse, en prenant à contre-pied l'internationalisme prolétarien, de matraquer des mots d'ordre profondément contre-révolutionnaires comme : « Les prolétaires ont une patrie, ce sont les bourgeois qui n'en ont pas », qui ont fait le lit de l'influence que trouve aujourd'hui le FN dans la classe ouvrière.

Voilà comment la bourgeoisie cherche à enchaîner les prolétaires aux idéaux capitalistes. Aussi, alors que les attaques antiouvrières redoublent et que le prolétariat cherche avec difficulté à développer ses luttes pour la défense de ses intérêts de classe, la classe dominante tente par tous les moyens idéologiques possibles de troubler au maximum sa conscience et de le dévoyer de son véritable combat. Contre cette offensive de toute la classe capitaliste, les ouvriers ne doivent pas se laisser bernier par tous ces discours destinés à les diviser et leur faire perdre leur force de classe. Leur seule perspective, c'est de se battre, unis et massivement, pour la défense de leurs intérêts de classe, contre le capitalisme et toutes ses forces politiques de droite, d'extrême-droite, de gauche et d'extrême-gauche.

KW (22 avril)

GRÈVE DES ENSEIGNANTS DANS LA SEINE-ST-DENIS

L'aggravation de la misère ouvrière n'est pas un problème de "département"

La récente grève des enseignants de la Seine-Saint-Denis, commencée à la mi-mars, s'est "étendue" à la rentrée des vacances scolaires de Pâques à d'autres secteurs dans le même département, notamment celui des hôpitaux (Bobigny) et chez les éducateurs qui sont appelés à rejoindre le lutte des enseignants. L'objectif de cette mobilisation orchestrée de manifestation en manifestation, amplement relayée par les médias bourgeois est de focaliser l'attention sur UN département, le 93, pour :

- masquer le fait que la crise économique touche tous les ouvriers et empêcher la remise en cause globale du capitalisme en cherchant à faire croire que les problèmes se réduisent à une question de "mauvaise gestion" (en

l'occurrence celle du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis ou encore des élus locaux du PCF) ;

- camoufler l'attaque elle-même que le gouvernement entreprend contre les ouvriers du secteur public et les enseignants en particulier ;

- en faire un "modèle" de lutte pour toute la classe ouvrière.

Bien avant le déclenchement des premières manifestations, le gouvernement avait soigneusement préparé les esprits avec les déclarations répétées du ministre Allègre, toujours très en verve pour "dégraisser le mammoth". Il n'en fallait guère plus pour exciter la colère des enseignants, motivée par les locaux dégradés et les difficiles conditions de travail. C'est sur ces bases que

le gouvernement, assisté de la figure emblématique Claude Allègre, est parvenu à monter en épingle un conflit hyper médiatisé. Il n'aura fallu pour cela que d'une succession de provocations (le ministre a d'ailleurs reconnu lui même des "maladresses", notamment sur le plan de la carte scolaire), la première en date étant celle de l'annonce d'un "plan d'urgence" qui, vu l'insuffisance des moyens proposés, ne pouvait que mettre le feu aux poudres. Par la suite, comme à son habitude, le ministre n'y est pas allé avec le dos de la cuillère, en déclarant qu'il était "plus facile de manifester que de retrouver ses manches". Le résultat, plus que prévisible, ne s'est pas fait attendre puisque dès le 23 mars de nombreux établissements scolaires, collèges, éco-

les et lycées, se sont joints au mouvement. Celui-ci, "épaulé" par les parents, s'est également "étendu" aux élèves et lycéens. De la "table ronde" du début avril, en passant par le "dialogue", on apprend finalement la "victoire" du mouvement, puisque un fonds de 12 milliards de francs pour toute l'Ile-de-France doit être débloqué pour faire face à l'urgence de la situation. Qu'en est-il donc de cette fameuse "victoire" ? Pourquoi cette grève et ces manifestations successives ont-elles fait les choux gras des médias ? La réponse est bien sûr liée au fait qu'il fallait exhiber de fausses leçons à destination de toute la classe ouvrière ; des pseudo-leçons allant à l'encontre même des principes et des intérêts de son combat.

Alors que l'expérience des combats passés a montré à la classe ouvrière que la force de la lutte passe par son extension géographique, au delà de l'entreprise, du secteur, alors que cette extension est seule capable de créer un rapport de force favorable face à la classe dominante, le premier message que la bourgeoisie voudrait faire passer, c'est que la lutte isolée derrière les syndicats paie. L'intense publicité médiatique faite aux 12 milliards accordés se justifie essentiellement par cela. Or, cette "manne céleste" n'est qu'un modeste rattrapage qui ne règlera rien des problèmes créés par la crise du capitalisme et qu'en tout état de cause, Allègre l'a bien précisé : "Ce que je donne en Seine-St-Denis, il me faut le prendre ailleurs". Au-delà du mensonge sur cette prétendue "victoire", le message est clair : la lutte dans une corporation, ça marche ! La lutte isolée, atomisée, enfermée dans les frontières du "département", érigée en modèle, avec comme principal relais, bien sûr, les syndicats ! Syndicats en qui on peut avoir soi-disant confiance, la FSU étant en l'occurrence présentée comme le vecteur grâce auquel il y a eu déblocage des fonds ! Syndicats, gauche et gauchistes (Lutte Ouvrière, entre autres, a de bout en bout soutenu ce mouvement, de même que les anarchistes regroupés autour de la CNT) encore une fois unis pour couper le prolétariat de son expérience historique et attaquer toujours plus ses deux armes que sont son unité et sa conscience !

La mise sur le devant de la scène et des manifestations des lycéens et autres "jeunes" répond, elle, à deux autres objectifs. Le premier est de défendre le modèle de la lutte interclassiste, la lutte où les ouvriers sont divisés et noyés au milieu des "jeunes", des "parents d'élèves", des "acteurs de la région ou du département", etc. Le second est de présenter la classe ouvrière comme à la traîne - et les salariés comme "mous" et faibles -, afin de renforcer en son sein le sentiment d'impuissance et de la faire apparaître comme une simple force d'appoint. La dilution des intérêts et de la force du prolétariat dans la population, la perte de son identité de classe : voilà ce que la bourgeoisie essaye d'imposer comme exemple à suivre !

Et si c'est ce département de Seine-Saint-Denis que la bourgeoisie utilise pour tenter d'imposer ces fausses leçons, c'est pour renvoyer de ce symbole que représentent ces grandes concentrations ouvrières de la région parisienne, l'image dévoyée de "département difficile", de banlieues sinistrées, totalement gangrénées par les miasmes de la décomposition de la société : délinquance, drogue, violence, insécurité... De cette manière, de manifestation en manifestation, les revendications ouvrières ont été noyées dans le fatras de revendications démocratiques avec des mots d'ordre "anti-Le Pen", poussant les ouvriers à abandonner leur terrain de classe pour celui de la "démocratie" et de l'antifascisme (voir article de première page), c'est-à-dire celui de la bourgeoisie.

WH (25 avril)

HISTOIRE DU PCF

(SUITE DE LA PAGE 8)

ders et Thorez, qui bénéficie toujours du plein soutien de Staline, retrouve ses fonctions de secrétaire général. A l'occasion de son Xe congrès en juin 1945, le parti stalinien fait éditer une brochure officielle largement diffusée dans laquelle l'histoire du PCF est réécrite et accommodée à la mode stalinienne, faisant notamment disparaître ses appels au "défaitisme révolutionnaire" et à la fraternisation avec l'occupant pendant le pacte germano-soviétique (4). Ainsi, à la place, il substitue un pseudo-appel préfabriqué à "la résistance contre les envahisseurs" lancé en juillet 1940. En réalité, il s'agit toujours de la même citation d'un fragment de discours tronqué de Thorez, qui n'est rien d'autre qu'une énième déclamation populiste exaltée du secrétaire général, jouant une fois de plus de sa fibre la plus nationaliste.

Dans la période qui suit ce congrès, c'est face à la colère des mineurs exaspérés par le blocage des salaires, le rationnement et la pénurie de vivres que ce même Thorez lance devant les corons de Waziers son fameux mot d'ordre en direction de la classe ouvrière : "Retrouvez vos manches pour la reconstruction nationale !" !

Immédiatement après s'être opposé au projet gaulliste de nouvelle constitution qui proposait par référendum un renforcement du pouvoir exécutif aux dépens du pouvoir législatif de l'Assemblée Nationale, il devient le premier parti de France aux élections législatives d'octobre 1945 avec 26% des voix et 150 députés. En novembre, il renforce notablement ses positions dans le gouvernement bourgeois en se faisant octroyer 5 ministères sur 21, et pas des moindres, avec Thorez à la Fonction Publique, Ambroise Croizat au Travail, Marcel Paul à la Production Industrielle, Billoux à l'Industrie, au Commerce et à l'Economie Nationale et Tillon à l'Armement. Tout pour encadrer efficacement la classe ouvrière ! Le seul poste-clé qui lui échappe est bien sûr le contrôle de la Défense Nationale dont l'Armement n'est qu'un appendice. Après le départ de De Gaulle

le 21 janvier 1946, qui estime ne plus avoir assez de marge de manoeuvre pour imposer un pouvoir plus autoritaire, le PCF devient le pivot de toutes les coalitions gouvernementales érigées face au gaullisme, d'abord avec le MRP (droite démocrate-chrétienne) et la SFIO, puis avec le parti radical centriste. Il élargit encore le champ de ses attributions avec le ministère des Anciens Combattants ou celui de la Santé Publique et deux nouveaux secrétariats d'Etat. Et surtout, fin 1946, sous les gouvernements successifs de Gouin (SFIO), Bidault (MRP), du socialiste Blum et du radical Ramadier, Thorez est nommé vice-président du Conseil, c'est-à-dire le deuxième personnage de l'Etat bourgeois. Le parti stalinien connaît son apogée lors des élections législatives de novembre 1946 où il recueille près de 29% des voix et Thorez évoque pour la première fois une "voie spécifique française, pacifique et démocratique de marche vers le socialisme".

Pendant toute cette période où il est au gouvernement, le PCF se signale par sa participation active à la répression. En mai 1945, le jour même de la capitulation de l'Allemagne, le ministre stalinien de l'aviation Tillon ordonne le bombardement de Sétif et de Constantine en Algérie où des mouvements nationalistes remettant en cause la domination coloniale de l'impérialisme français avaient provoqué le soulèvement d'une partie de la population. Les morts et les blessés se comptent par dizaines de milliers et certains quartiers populaires sont réduits en cendres. Le PCF justifie ces massacres en déclarant que la rébellion était l'oeuvre d'une "provocation fomentée par les grands trusts et par les fonctionnaires vichystes encore en place". En mai 1947 encore, il cautionne et n'émet pas la moindre protestation quand le gouvernement organise la terrible répression du mouvement indépendantiste malgache qui fait 80 000 morts et dans laquelle les prisonniers de l'armée française sont balancés des avions dans le vide pour qu'ils s'écrasent sur les villages.

Le PCF aux avants-postes de la répression contre la classe ouvrière

Mais surtout, à ce moment-là, les grèves ouvrières sont systématiquement dénoncées par les staliens comme étant "l'arme des trusts", des "coups portés contre la démocratie" et des "actions de sabotage de la production destinées à rompre l'unité républicaine et antifasciste" (selon les extraits de *L'Humanité* rapportés par Robrieux dans son *Histoire intérieure du Parti Communiste*).

Ainsi tour à tour, les cheminots, les mineurs, les fonctionnaires et les métallistes sont accusés d'être des traîtres, des agents de l'ennemi ou des manipulés. En même temps, le PCF aura contribué à faire accepter, au nom des sacrifices nécessaires pour le relèvement de l'économie "de la France éternelle", la détérioration catastrophique des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière dans l'immédiat après-guerre. Pour cela, il s'attache à détourner et dévoyer le mécontentement énorme des prolétaires vers un soutien à son programme de nationalisations dans l'industrie et les services comme à son entreprise de réforme de la fonction publique, le tout concocté avec l'ensemble de la bourgeoisie. Cependant la colère des ouvriers augmente à mesure que leurs conditions de vie se détériorent. Les salaires sont bloqués depuis la guerre, les produits de première nécessité comme les chaussures ou les vêtements sont hors de prix ou introuvables, l'inflation galope, dopée par un marché noir toujours florissant, les tickets de rationnement existant depuis l'Occupation vont être maintenus jusqu'en 1950 (5).

C'est dans de telles circonstances qu'éclata de façon spontanée la grève de Renault le 25 avril 1947.

Le PCF et la CGT réagirent immédiatement, se déchaînant plus fortement encore qu'à l'accoutumée contre les grévistes qualifiés de "provocateurs hitléro-trotskistes à la solde de De Gaulle qui veulent faire couler le sang".

Incapables de canaliser et de maîtriser la colère ouvrière qui est en train de se retourner contre eux et qui menace de faire tâche d'huile, ils sont contraints d'opérer un brutal revirement. Face à 20 000 grévistes à l'usine de Billancourt, à la veille de la grande parade-mascarade du 1er mai qu'ils avaient organisée, ils proclament leur "soutien aux légitimes revendications syndicales sur les salaires" des métallistes. La grève va se terminer par une asphyxie et un échec des ouvriers, grâce aux efforts conjugués du PCF, des syndicats et de ... Lutte Ouvrière (6). Mais l'ensemble de la bourgeoisie française va en tirer très rapidement les leçons. Il ne lui est plus possible d'encadrer la classe ouvrière en conservant le PC au gouvernement. Sa place n'est plus là. Et le parti stalinien est bel et bien poussé dehors.

Dans le prochain article de cette série, nous verrons quelle a été l'attitude nouvelle du PCF dans l'opposition face à la classe ouvrière, comment il s'est adapté aux nouvelles donnees impérialistes de "la guerre froide" entre les blocs et enfin comment il a réagi à la tentative de "déstalinisation" de l'URSS sous l'ère de Khrouchtchev, après la mort du grand guide de la contre-révolution, Staline.

CB

(4) Voir dans *RI* n° 278, l'article "Le PCF embrigade le prolétariat dans la seconde boucherie mondiale."

(5) A titre d'exemple, fin 1945, le rationnement était encore de 350 grammes de pain par jour et par personne, de 100 grammes de viande (avec os) par semaine, de 200 grammes de beurre et de 2 kilos de pommes de terre par mois.

(6) La Gauche Communiste de France, dont le CCI se revendique a, à l'époque, consacré un numéro entier de sa publication *Internationalisme* pour dénoncer les manoeuvres complémentaires du PCF et de la CGT d'un côté et de l'Union Communiste Internationaliste (ancêtre de Lutte Ouvrière, dirigé à l'époque par Barta) de l'autre, qui participait là à son premier sabotage d'envergure d'une lutte ouvrière.

Le combat à long terme pour la construction de l'organisation et la défense du marxisme

La section du CCI en France vient de tenir son 13e congrès. Les congrès sont des moments fondamentaux de la vie de notre organisation. Ces assemblées souveraines ont pour fonction de tirer le bilan de notre activité et de tracer des perspectives pour les deux années à venir.

La poursuite du combat pour la défense et la construction de l'organisation

Le combat du CCI pour la défense de l'organisation avait été marqué pendant quatre ans par la lutte intransigeante contre l'esprit de cercle et contre le clan le plus dangereux qui ait existé au sein de notre organisation (voir RI n° 257 de mai 1996). Au terme de ce combat, le 13e congrès a d'abord souligné le bilan très positif de la section du CCI en France qui a été capable d'assainir totalement son tissu organisationnel. Ainsi, la vie interne de la section a pleinement confirmé le diagnostic de guérison du CCI posé au 12e congrès international, en avril 1997 (voir RI n° 268). En particulier, le congrès a mis en évidence que c'est à travers la mobilisation de tous ses militants pour la défense de l'organisation face aux attaques du milieu parasitaire et de l'Etat bourgeois que s'est révélé le redressement de la plus importante section du CCI. Malgré la "rupture" de l'ex-camarade RV à la veille de son 12e congrès en avril 1996, la section en France ne s'est pas laissée déstabiliser par la désertion de ce vieux militant. Elle a poursuivi le combat du CCI contre l'anarchisme en matière d'organisation, contre l'esprit de cercle, contre le parasitisme. C'est avec une énorme détermination que les militants de la section en France ont mobilisé toutes leurs énergies pour défendre le courant de la Gauche communiste face aux campagnes de la bourgeoisie et face aux calomnies du milieu parasitaire dont le "Manifeste" anti-CCI de RV a constitué une des armes les plus pernicieuses (voir notre brochure *La prétendue paranoïa du CCI*).

Sur la base de ce bilan très positif de l'activité de la section en France, le 13e congrès a réaffirmé que la défense et la construction de l'organisation doivent être conçues comme un combat à long terme. En effet, si notre organisation a gagné une bataille, elle n'a pas encore gagné la guerre. Ainsi, la Résolution d'Activités adoptée à ce congrès soulignait :

"Si la crise qui a ébranlé le CCI avait donné comme priorité à toute l'organisation la nécessité impérieuse d'assainir le tissu organisationnel et a mobilisé toutes nos énergies durant plus de quatre ans, cela ne signifie nullement que l'organisation soit immunisée à jamais contre l'infiltration en son sein d'idéologies étrangères au prolétariat. Le combat pour la défense de l'organisation est un combat permanent car le poids de l'idéologie dominante est permanent. Par ailleurs, l'aggravation de la décomposition du capitalisme va continuer à accentuer la pression de l'idéologie dominante sur l'organisation et ses militants, nécessitant une vigilance de tous les instants face à la résurgence, quelles qu'en soient les for-

mes, de manifestations de dysfonctionnements dans la vie organisationnelle.

C'est donc avec une vision historique, à long terme, que la section en France doit comprendre le combat qu'elle a mené pour l'assainissement du tissu organisationnel (...). Le retour à l'équilibre de nos activités doit ainsi être conçu non en terme de rupture avec la période antérieure, mais en terme de continuité, de poursuite du combat pour la défense, le renforcement et la construction de l'organisation sur tous les plans : organisationnel, politique et théorique."

C'est avec cette vision historique du combat pour la construction de l'organisation que son 13e congrès devait donner comme orientation prioritaire à la section en France la nécessité de renforcer ses capacités politiques et théoriques.

Face à l'aggravation de la décomposition du capitalisme et à la tendance générale dans la société à une perte de l'intérêt pour la théorie, à la destruction de la pensée rationnelle, les militants communistes doivent en effet résister à la pression délétère de l'idéologie ambiante qui peut progressivement et de façon insidieuse saper les acquis et les fondements de la méthode marxiste (comme nous avons pu le voir dans la période passée avec l'engouement de certains militants, manipulés par l'aventurier JJ, pour l'occultisme).

Par ailleurs, le congrès a souligné que l'enfoncement du capitalisme dans sa phase de décomposition constitue aujourd'hui un facteur venant aggraver le poids de la rupture organique avec le mouvement ouvrier du passé résultant de la terrible contre-révolution qui s'est abattue sur ce dernier de la fin des années 20 à la fin des années 60. En ce sens, les organisations révolutionnaires doivent être en mesure de combattre les effets néfastes de cette décomposition en consolidant leurs acquis théoriques et politiques, en se référant en permanence aux textes du mouvement ouvrier, en faisant vivre la méthode du marxisme, celle du matérialisme historique, dans leur approche de toutes les questions politiques. Ainsi, les travaux du congrès ont été marqués par la prise de conscience de la nécessité de concevoir cet indispensable approfondissement politique et théorique comme l'épine dorsale autour de laquelle notre organisation doit développer, à l'heure actuelle, l'ensemble de son activité.

Consolider les acquis politiques et théoriques du marxisme et du courant de la Gauche communiste est un combat vital pour pouvoir faire face aux

enjeux de la situation historique présente. Ainsi, la Résolution d'Activités affirmait encore : *"Ce combat permanent est le seul qui puisse permettre au CCI de garder le cap, de s'orienter dans une situation historique en constante évolution. De la capacité de l'organi-*

L'élargissement de l'intervention du CCI dans la classe ouvrière

Au cours des quatre années passées, le rythme lent et heurté de la reprise internationale de la lutte de classe avait donné un certain "répit" à l'intervention des révolutionnaires. Cette période avait ainsi permis à la section en France, comme à l'ensemble du CCI, de mener un combat interne contre l'esprit de cercle qui était en train de miner notre tissu organisationnel. Le 13e congrès a mis en évidence que la nouvelle période qui s'ouvre devant nous, n'est plus au "repli en bon ordre", mais au redéploiement de l'intervention du CCI vers l'extérieur. Le congrès a mis en évidence que cette tâche de l'heure est aujourd'hui dictée par plusieurs facteurs :

1- **L'aggravation de la crise économique mondiale** qui va inévitablement favoriser le développement de la combativité du prolétariat dans les pays centraux du capitalisme. Une telle situation va donc exiger de la section en France une vigilance de tous les instants et une mobilisation rapide dans l'intervention au sein des luttes ouvrières. En particulier, le congrès a réaffirmé l'importance de l'intervention des révolutionnaires face aux difficultés présentes de la classe ouvrière à se dégager de l'emprise des forces d'encadrement bourgeoises, face au déferlement des campagnes démocratiques (antifascistes, anticomunistes, etc.) ;

2- **le surgissement d'éléments à la recherche des positions de classe** et d'une perspective révolutionnaire face à la faillite historique du capitalisme. Cette situation se concrétise particulièrement aujourd'hui par l'affluence de contacts et sympathisants qui se sont rapprochés du CCI ces deux dernières années, en particulier à travers leurs manifestations de solidarité face aux attaques du parasitisme et de l'Etat bourgeois contre le CCI. Le congrès a donc mis en évidence que la perspective qui s'ouvre devant nous n'est pas à l'isolement mais, au contraire, au renforcement de notre influence au sein de ces minorités politisées de la classe ouvrière.

C'est ce dont témoigne en particulier le nombre d'éléments ayant posé leur candidature au CCI ces deux dernières années, non seulement en France mais à l'échelle internationale. C'est ce dont témoigne encore la reconstitution, en moins de deux ans, autour de la section en France, d'un milieu de contacts, sympathisants et compagnons de route. Ainsi, une des priorités centrales donnée à la section en France par le congrès est le développement de notre intervention en direction des éléments à la recherche des positions de classe. Le congrès a mis en évidence que le surgissement de ces minorités constitue un renforcement du milieu politique

sation à développer et adapter rapidement ses analyses face à l'accélération de l'histoire, dépend son existence comme avant-garde consciente du prolétariat et comme principal pôle de regroupement et de clarification au sein du milieu politique prolétarien."

prolétarien qui confère au CCI des responsabilités très importantes. En tant que principal pôle de regroupement des forces révolutionnaires, notre organisation a la responsabilité de faire fructifier la réflexion au sein de ces minorités, de les gagner aux positions de la Gauche communiste en suscitant chez elles la passion pour la théorie et la lutte révolutionnaires du prolétariat. En ce sens, notre activité en direction de ces contacts participe pleinement de notre combat historique en vue de la construction du futur parti.

Le congrès a ainsi clairement mis en avant les enjeux pour la section en France : *"La perspective d'intégration de nouveaux militants constitue aujourd'hui un enjeu de taille et une mise à l'épreuve pour la section en France. L'acceptation de ces candidatures signifie que la section la plus affectée par la crise est aujourd'hui en mesure d'intégrer de nouveaux camarades dans un tissu organisationnel sain. Elle aura pour responsabilité centrale de donner à ces jeunes militants les moyens d'assimiler dans la pratique les Statuts du CCI et notamment de comprendre ce que signifie concrètement être membre d'une organisation internationale, unitaire et centralisée (...). La réussite de cette nouvelle vague d'intégrations dépend du renforcement politique de la section sur tous les plans (organisationnel, politique et théorique). L'enjeu n'est pas le renforcement numérique en soi de la section en France (...) mais sa capacité à préparer l'avenir en forgeant de nouvelles forces militantes."* (Résolution d'Activités) ;

3- **la poursuite du combat pour la défense du courant de la Gauche communiste** qui est plus que jamais la cible privilégiée des manœuvres du milieu parasitaire et des campagnes de calomnie de l'Etat bourgeois.

Même si on peut constater une certaine évolution des autres groupes du courant de la Gauche communiste, ces derniers restent encore fragilisés par le poids du sectarisme et par une sous-estimation du danger que représente le milieu parasitaire. Cette faiblesse les rend plus vulnérables aux agissements destructeurs du parasitisme et de l'Etat bourgeois. Le congrès a ainsi mis en évidence la responsabilité du CCI et de sa plus importante section dans la poursuite du combat pour la défense de la Gauche communiste face aux manœuvres du milieu parasitaire et des officines de l'Etat bourgeois visant à renforcer la dispersion des organisations révolutionnaires et à empêcher toute dynamique vers leur regroupement :

"Face à la poursuite de l'offensive du parasitisme et de la bourgeoisie contre le courant de la Gauche communiste,

notamment en Italie aujourd'hui, la défense du milieu politique prolétarien doit rester une priorité et une préoccupation permanente de la plus importante section du CCI (...). Si RI a assumé, dans la période passée, une responsabilité très importante de défense du milieu politique prolétarien face au parasitisme et de l'Etat bourgeois, le combat pour la défense de la Gauche communiste est loin d'être terminé. Ce combat, dont l'enjeu est la construction du futur parti, se situe à l'échelle historique et internationale." (Résolution d'Activités).

C'est dans le cadre des perspectives données par le congrès pour la défense du milieu politique prolétarien que la section en France a également ratifié à l'unanimité les "Thèses sur le parasitisme" présentées par l'organe central du CCI. Ces "Thèses" seront publiées dans le prochain numéro de la Revue Internationale.

Un congrès marquant le renforcement politique du CCI

La qualité des travaux de ce 13e congrès a révélé que la section en France a les armes aujourd'hui pour continuer à être à la hauteur de toutes ses responsabilités. Elle a fait la preuve, dans ce congrès, de sa volonté de développer et renforcer ses capacités politiques et théoriques, comme en ont témoigné les débats très animés sur la situation nationale et internationale. En particulier, ces discussions ont donné lieu à de réels approfondissements et à une plus grande maîtrise de nos analyses sur différentes questions soulevées par le congrès : les mesures de capitalisme d'Etat prises par la bourgeoisie pour accompagner l'enfoncement de son système dans une crise insurmontable, les faiblesses historiques de l'appareil politique du capital français confirmées par l'arrivée de la gauche au gouvernement aux dernières législatives et par l'implosion des partis de droite, les difficultés de l'impérialisme américain pour maintenir son leadership sur la scène mondiale, etc. Toutes ces questions ont soulevé des problèmes théoriques permettant d'enrichir nos débats internes afin de nous donner les moyens d'affronter l'évolution de la situation dans les années à venir et d'élaborer collectivement nos analyses.

Malgré les nuances et divergences qui se sont exprimées sur telle ou telle question, le congrès a permis de dégager de façon homogène des perspectives tant sur la situation en France que sur l'évolution de la situation internationale (voir la Résolution sur la situation internationale dans ce numéro et la Résolution sur la situation en France à paraître dans le prochain numéro de RI).

De par l'importance des questions soulevées et des orientations valables pour tout le CCI, ce 13e congrès de la section en France avait également un caractère international. Cette dimension internationale s'est d'ailleurs manifestée par la très grande mobilisation des diff-

(SUITE PAGE 5)

CRISE FINANCIERE DANS LE SUD-EST ASIATIQUE, RECESSION AU JAPON...

Des convulsions économiques qui révèlent la faillite du capitalisme

Nous publions ci-dessous la première partie de la résolution sur la situation internationale adoptée au 13e congrès de RI et consacrée à l'analyse de la crise économique. L'intégralité de cette résolution sera publiée dans la *Revue Internationale*.

Depuis un an l'évolution de la situation internationale a fondamentalement confirmé les analyses contenues dans la résolution adoptée par le 12e congrès du CCI, en avril 1997. En ce sens, la présente résolution constitue simplement un complément de la précédente, ne reprenant pas ses analyses mais vérifiant leur confirmation et apportant les actualisations que requiert la situation d'aujourd'hui.

1) Un des points de la précédente résolution qui s'est confirmé avec le plus de clarté est celui concernant la crise de l'économie capitaliste. Ainsi, en avril 1997 nous disions que :

"Parmi les mensonges abondamment diffusés par la classe dominante pour faire croire à la viabilité, malgré tout, de son système, une place de choix est également réservée à l'exemple des pays d'Asie du Sud-Est, les "dragons" (Corée du Sud, Taiwan, Hongkong et Singapour) et les "tigres" (Thaïlande, Indonésie, Malaisie) dont les taux de croissance actuels (quelques fois à deux chiffres) font baver d'envie les bourgeois occidentaux (...)

L'endettement de la plupart de ces pays, tant extérieur qu'au niveau de leur Etat, atteint des niveaux considérables et qui les soumet aux mêmes menaces que tous les autres pays. En réalité, faisant jusqu'à présent figure d'exception, comme ce fut le cas de leur grand voisin japonais, ils ne pourront pas échapper indéfiniment aux contradictions de l'économie mondiale qui ont transformé en cauchemar d'autres

"success stories" qui ont précédé la leur, telle celle du Mexique." (point 7)

Il n'a pas fallu quatre mois pour que les difficultés de la Thaïlande inaugurent la crise financière la plus importante qu'ait connue le capitalisme depuis les années 30, une crise financière qui s'est étendue à l'ensemble des pays d'Asie du Sud-Est et qui a nécessité la mobilisation de plus de 120 milliards de dollars (bien plus du double de celle déjà exceptionnelle du Mexique en 1996) pour éviter qu'un grand nombre d'Etats de la région ne soient déclarés en faillite. Le cas le plus spectaculaire est évidemment celui de la Corée du Sud, onzième puissance économique mondiale, membre de l'OCDE (le club des "riches"), qui s'est retrouvée en cessation de paiements, avec une dette de près de 200 milliards de dollars. En même temps, cet effondrement financier a fait trembler le plus grand pays du monde, la Chine, dont on vantait également, il y a peu, le "miracle économique" et aussi la deuxième puissance économique de la planète, le Japon lui-même.

2) Les difficultés que rencontre à l'heure actuelle l'économie japonaise, le "bon élève de la classe" pendant plusieurs décennies, ne datent pas de la crise financière qui a déferlé sur l'Asie de l'Est tout au long de la seconde moitié de 1997. En fait, c'est depuis le début des années 1990 que le Japon fait figure "d'homme malade", notamment avec une récession larvée que n'ont pu surmonter de nombreux "plans de relance" (5 plans depuis octobre 1997 qui faisaient suite à de nombreux autres) et

qui aujourd'hui s'est convertie en une récession ouverte (la première depuis 23 ans). En même temps, le yen qui avait été la monnaie vedette pendant de nombreuses années a affiché une perte de valeur par rapport au dollar de 40 % au cours des 3 dernières années. Enfin, le système bancaire japonais révèle toujours plus sa fragilité avec une proportion énorme de créances douteuses, représentant 15% du PIB annuel du Japon, alors que ce pays est la "caisse d'épargne du monde", notamment avec des centaines de milliards de dollars en bons du Trésor américains. En fait, le mauvais sang que se fait la bourgeoisie de tous les pays à propos du Japon est tout à fait justifié. Il est clair qu'un effondrement de l'économie japonaise constituerait un véritable cataclysme pour l'ensemble de l'économie mondiale. Mais en outre, le fait que l'économie la plus dynamique du deuxième après-guerre soit plongée depuis près de huit ans dans le marasme a une signification toute particulière ; il constitue un indice du degré de gravité atteint par la crise que subit le capitalisme depuis une trentaine d'années.

3) En fait, pour les marxistes, il importe d'aller au-delà des discours des "experts" de la classe dominante. Si on s'en tenait à ces discours, il faudrait considérer que les choses vont dans la bonne direction pour le capitalisme puisqu'on annonce une reprise de l'économie mondiale et que les retombées de la crise financière d'Asie se révèlent moins destructrices que certains ne l'avaient craint il y a quelques mois. Aujourd'hui, on voit même les principales Bourses du monde, à commencer par celle de Wall Street, battre tous leurs records. En réalité, les événements récents ne contredisent aucunement l'analyse faite par les marxistes de la gravité et du caractère insoluble de la crise présente du capitalisme. En arrière-plan de l'effondrement financier des "tigres" et des "dragons" comme de la maladie de langueur de l'économie japonaise réside l'endettement astronomique dans lequel s'enfonce jour après jour le monde capitaliste :

"En fin de compte, loin de permettre de surmonter les crises, le crédit ne fait qu'en étendre la portée et la gravité comme le montre, en s'appuyant sur le marxisme, Rosa Luxemburg. Aujourd'hui, les thèses de la gauche marxiste (...) à la fin du siècle dernier, restent fondamentalement valables. Plus qu'alors, le crédit ne peut à l'heure actuelle élargir les marchés solvables. Cependant, confrontée à une saturation définitive de ces derniers (...), le crédit est devenu la condition indispensable à l'écoulement des marchandises produites, se substituant au marché réel." (point 4)

"... c'est principalement en utilisant le moyen du crédit, d'un endettement toujours plus grand, que l'économie mondiale a réussi à s'éviter une dépression brutale comme celle des années 30..."

4) En fait, la caractéristique la plus significative des convulsions économiques qui touchent aujourd'hui l'Asie ne

consiste pas tant dans les retombées qu'elles vont provoquer sur les autres pays développés (environ moins 1 % de croissance) que dans le fait qu'elles révèlent l'impasse totale où se trouve le système capitaliste aujourd'hui, un système contraint à une perpétuelle fuite en avant dans l'endettement (un endettement que les prêts consentis aux "dragons" et aux "tigres" ne font qu'aggraver encore). D'autre part, ces convulsions qui viennent frapper de plein fouet les "champions de la croissance" font la preuve qu'il n'existe pas de formule ou de recette permettant à un quelconque groupe de pays d'échapper à la crise. Enfin, par leur ampleur bien plus grande encore que celle des soubresauts financiers des années passées, elles révèlent l'aggravation continue de l'état de l'économie capitaliste mondiale.

Face à la faillite des "dragons", la bourgeoisie, en mobilisant des moyens énormes avec la participation des principaux pays de chaque côté de l'Atlantique et du Pacifique a fait la preuve que, malgré la guerre commerciale à laquelle se livrent ses différentes fractions nationales, était résolue à éviter que ne se développe une situation semblable à celle des années 30. En ce sens, le "chacun pour soi" que porte avec lui l'enfoncement de la société capitaliste dans la décomposition trouve des limites dans la nécessité pour la classe dominante d'empêcher une débandade générale plongeant brutalement l'ensemble de l'économie mondiale dans un véritable cataclysme. Le capitalisme d'Etat qui s'est développé avec l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence, et qui s'est particulièrement développé à partir de la deuxième moitié des années 30, avait pour but de garantir un minimum d'ordre entre les différentes fractions du capital à l'intérieur des frontières nationales. Après la disparition des blocs impérialistes faisant suite à l'effondrement du bloc russe, le maintien d'une coordination des politiques économiques entre les différents Etats permet de maintenir ce type "d'ordre" à l'échelle internationale (1). Cela ne remet pas en cause la poursuite et l'intensification de la guerre commerciale, mais permet que celle-ci puisse se mener avec certaines règles permettant au système de survivre.

En particulier, elle a permis aux pays les plus développés de repousser vers ceux de la périphérie (Afrique, Amérique latine, pays de l'Est) les manifestations les plus dramatiques d'une crise qui pourtant trouve son origine au cœur du système capitaliste (Europe occidentale, Etats-Unis, Japon). Elle permet également d'établir des zones de plus grande stabilité (toute relative) comme se propose de le faire l'instauration de l'euro.

5) Cependant, la mise en oeuvre de toutes les mesures de capitalisme d'Etat, de coordination des politiques économiques entre les pays les plus développés, de tous les "plans de sauvetage" ne peuvent éviter au capitalisme une faillite croissante, même s'ils parviennent à ralentir le rythme de la catastrophe. Ce système pourra bénéficier de rémis-

sions momentanées de sa maladie, comme ce fut déjà le cas par le passé, mais après la "reprise" il y aura de nouvelles récessions ouvertes et toujours plus de convulsions économiques et financières.

Au sein de l'histoire de la décadence du capitalisme, avec sa spirale crise-guerre-reconstruction-nouvelle crise ouverte, il existe une histoire de la crise qui débute à la fin des années 60. Tout au long de cette période on assiste à une dégradation inéluctable de la situation du capitalisme mondial qui se manifeste notamment par :

- une baisse des taux de croissance moyens (pour les 24 pays de l'OCDE, période 1960-70 : 5,6 % ; 1970-80 : 4,1 % ; 1980-90 : 3,4 % ; 1990-95 : 2,4 %) ;

- un accroissement faramineux et général de l'endettement, particulièrement celui des Etats (représentant aujourd'hui pour les pays développés entre 50 et 130% de toute la production annuelle) ;

- une fragilisation et une instabilité croissante des économies nationales avec des faillites de plus en plus brutales de secteurs industriels ou financiers ;

- l'éjection de secteurs toujours plus importants de la classe ouvrière en dehors du processus productif (pour l'OCDE, 30 millions de chômeurs en 1989, 35 millions en 1993, 38 millions en 1996).

Et ce processus est destiné à se poursuivre inéluctablement. En particulier, le chômage permanent, qui exprime la faillite historique d'un système dont la raison d'être était d'étendre le travail salarié, ne pourra que s'accroître, même si la bourgeoisie fait toutes les contorsions possibles pour le dissimuler et même si, pour l'instant, elle semble l'avoir stabilisé. A côté de toutes sortes d'autres attaques sur les salaires, les prestations sociales, la santé, les conditions de travail, il va constituer de plus en plus le principal moyen par lequel la classe dominante fera payer à ses exploités le prix de la faillite de son système.

(1) Il a existé au début de cette période une tendance au boycott des organismes internationaux de concertation et de régulation économiques, mais très rapidement la bourgeoisie a su tirer les leçons du danger du "chacun pour soi".

LE COMBAT A LONG TERME POUR LA CONSTRUCTION DE L'ORGANISATION

(SUITE DE LA PAGE 4)

rentes délégations du reste du CCI qui ont participé activement aux débats et se sont d'emblée inscrites dans la dynamique du combat pour le renforcement politique et théorique de l'organisation. Ce dynamisme des délégations du CCI est encore venu confirmer l'assainissement du tissu organisationnel qui s'est révélé, au sein du congrès, à travers la capacité des militants à poser clairement sur la table tous leurs désaccords sur tel ou tel aspect de nos analyses de la situation en France ou de la situation internationale. Contrairement à la période dominée par la "psychologie de cuisine" du clan des "amis de JJ", les militants n'ont pas eu peur d'assumer la confrontation politique ouverte, dans un climat de franche camaraderie et de confiance dans l'organisation.

C'est dans le cadre du renforcement de l'unité politique de l'organisation que le congrès a pu également faire vivre la solidarité militante entre cama-

rades partageant le même combat. Par sa capacité à approfondir cette question politique (en opposition à la solidarité purement affinitaire des clans du passé), le 13e congrès de la section en France a été capable d'armer l'organisation pour lui permettre d'affronter les épreuves et les difficultés futures.

Contrairement aux calomnies de nos détracteurs du milieu parasitaire pour qui le CCI serait devenu une secte néostalinienne, sclérosée et repliée sur elle-même, les perspectives tracées à ce congrès, tout comme la dynamique qui a animé ses débats, sont une claire confirmation du redressement et du renforcement de notre organisation.

La vitalité des organisations révolutionnaires est, en ce sens, un révélateur de toutes les potentialités historiques du prolétariat.

RI

LA DECADENCE DU CAPITALISME



courant communiste international
revue de théorie / brochure n° 4

Le prolétariat ressurgit comme seule classe révolutionnaire de la société

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

toire, le vieux mythe du syndicalisme révolutionnaire du début du siècle, la "grève générale", semblait prendre corps. Comment en étions-nous arrivés là ?

Nous ne pouvons évidemment pas, dans le cadre de cet article, faire un historique, même résumé, de ces événements. Nous nous contenterons d'indiquer quelques uns des faits les plus importants permettant aux lecteurs qui ne les ont pas vécus de s'en faire une idée.

Même si la grève de mai 68 a surpris presque tout le monde et notamment la plupart de ses protagonistes, on ne peut dire qu'elle a éclaté comme un éclair dans un ciel bleu. En fait, depuis plus d'un an, il s'était développé en France toute une série de conflits sociaux, tels que grèves, occupations, manifestations, heurts avec la police (Dassault-Bordeaux début 1967, Renault-Le Mans, Rhodia, Berliet-Véniessieux à l'automne 1967, Caen, Fougères, Quimper, Redon, début 1968) qui révélaient un profond mécontentement ouvrier.

Mais l'événement qui agit comme détonateur en mai 1968, c'est la répression qui s'abat au début du mois sur les étudiants. Parmi ces derniers, l'agitation s'était développée à partir de fin mars, notamment à l'université de Nanterre. Le 2 mai, cette université est occupée par les CRS et fermée. En protestation, quelques centaines d'étudiants occupent la cour de la Sorbonne le lendemain : ils en sont chassés par les CRS qui procèdent à des arrestations. Le mot d'ordre "*Libérez nos camarades*" mobilise des dizaines de milliers d'entre eux toute la semaine suivante jusqu'aux barricades du 10 mai qui donnent lieu à une répression policière sauvage. Face à la colère qui s'empare de la grande majorité de la population et particulièrement de la classe ouvrière, les centrales syndicales appellent à des manifestations pour le 13 mai. Malgré la libération précipitée des détenus, ces manifestations revêtent une ampleur sans précédent : presque un million de personnes à Paris.

Ainsi, une agitation étudiante, dans l'ensemble moins importante que celle qui s'est déroulée auparavant dans beaucoup d'autres pays, a abouti, par la grâce d'une série de maladroites d'un gouvernement dépassé par la situation, et d'une répression aussi brutale que stupide, à la mobilisation de millions d'ouvriers. Mais l'incompétence et la surprise des autorités n'expliquent pas tout. Derrière cette énorme mobilisation se trouve un mécontentement beaucoup plus profond dans la classe ouvrière qui ne tarde pas à s'exprimer.

Dès le lendemain, la grève est déclenchée spontanément à Sud-Aviation-Nantes, puis à Renault-Cléon. Le 16 mai, c'est au tour de Renault-

Billancourt, l'usine phare de la classe ouvrière, d'entrer dans la lutte, ce qui constitue un signal attendu par des millions d'ouvriers pour se lancer.

Grâce à la gauche et aux syndicats, la bourgeoisie reprend la situation en mains

Prise au dépourvu par cette grève qui s'étend comme une traînée de poudre dans tout le pays, la CGT lance le même jour un "appel à la lutte". Comme on le dit alors : "Elle prend le train en marche". Les autres centrales syndicales l'imitent. Toutes n'ont plus qu'une seule préoccupation : reprendre le contrôle d'un mouvement qui s'est déclenché indépendamment d'elles, quand ce n'était pas contre leur volonté. Elles s'y emploient avec ardeur, notamment en prenant en charge systématiquement les occupations des usines qui, derrière les piquets syndicaux, deviennent de véritables prisons pour les ouvriers.

Pour les syndicats et le PCF, il s'agit, au nom de "la protection de l'outil de travail" contre les "provocateurs" qui auraient "infiltré" les étudiants, d'éviter que les groupes "gauchistes" (maoïstes et trotskistes) dont ils craignent la concurrence, et surtout les révolutionnaires, ne viennent "contaminer" les ouvriers. Il s'agit surtout de diviser, d'isoler les différents secteurs de la classe ouvrière, chacun dans son coin, pour empêcher celle-ci de se constituer en une force unie qui représenterait un danger bien plus important pour la bourgeoisie et serait bien plus difficile à vaincre par cette dernière.

Ces manœuvres ne suffisent pas à empêcher l'extension du mouvement laquelle se poursuit jusqu'à la fin du mois - ni le déroulement, souvent dans les facultés occupées, de nombreuses discussions impliquant des dizaines de milliers d'ouvriers et abordant toute sorte de sujets intéressant la classe ouvrière : le rôle des syndicats, les conseils ouvriers, la révolution, comment lutter aujourd'hui, etc.

Avec un certain retard sur le PCF et les syndicats, les autres secteurs de l'appareil politique bourgeois reprennent leurs esprits. Le 24 mai, le gouvernement, en même temps qu'il provoque une nouvelle fois les étudiants en expulsant Cohn-Bendit, le leader des étudiants de Nanterre, propose l'ouverture de négociations réclamées à cor et à cri par les syndicats. Les 25 et 26 mai, tous les dirigeants des centrales syndicales et des organisations patronales élaborent, sous la présidence de Pompidou, premier ministre, les accords dits de Grenelle destinés à brader la grève ouvrière. Ces accords, s'ils comportent une augmentation de 35% du salaire minimum (ce qui ne concerne que 7% de la classe ouvrière) ne proposent que 10% d'augmentation ce qui équivaut, compte tenu d'une perte moyenne de 4% du

salaire due à la grève et aux hausses de prix qui s'annoncent, une élévation du pouvoir d'achat bien moindre que celle des années précédentes (qui déjà n'étaient pas fameuses).

Les ouvriers ressentent ces accords comme une giflette. Venu les présenter à Renault-Billancourt le matin du 27 mai, Ségué, secrétaire général de la CGT, se fait abondamment siffler. Il ne réussit à sauver sa mise qu'en se désolidarisant d'un texte qu'il a élaboré pendant deux jours avec ses comparses du patronat et du gouvernement et alors qu'il a déclaré aux journalistes quelques heures auparavant : "*La reprise ne saurait tarder.*" Pour ne pas perdre le contrôle de la situation, la CGT reprend à son compte le mot d'ordre "*Le combat continue !*", pendant que d'autres forces bourgeoises de "gauche" viennent compléter son travail de sabotage.

C'est ainsi que, le même jour, se tient au stade Charléty, à Paris, un grand rassemblement destiné à récupérer derrière une "alternative de gauche" les ouvriers écoeurés par les manœuvres de la CGT. On y retrouve côte à côte la CFDT (syndicat proche du PS mais qui, durant les grèves, s'est donné des airs de "radicalisme" vis-à-vis de la CGT), les groupes gauchistes (maoïstes, trotskistes et anarchistes), Cohn-Bendit (rentré illégalement en France) et Mendès-France (ancien Président du Conseil). La CGT n'est pas en reste : le 29, elle organise une grande manifestation à Paris où elle fait acclamer le slogan "*Gouvernement populaire*".

Le 30 mai, c'est aux autorités officielles de repasser à l'offensive. De Gaulle fait un discours où il annonce la dissolution de l'Assemblée Nationale et la tenue d'élections fin juin. En même temps, ses troupes sont ramassées et participent à une grande manifestation sur les Champs-Élysées. Le gouvernement appelle à ouvrir des négociations branche par branche. Les syndicats, et en particulier la CGT, se précipitent sur cette opportunité permettant de faire reprendre les secteurs (tel EDF-GDF) où les propositions patronales vont au-delà des accords de Grenelle. Ils renforcent cette pression en faveur de la reprise par toutes sortes de manœuvres comme la falsification des votes, les mensonges sur de prétendues "reprises", l'intimidation au nom de la lutte contre les "provocateurs gauchistes".

Un de leurs grands arguments est qu'il faut reprendre le travail afin que les élections, censées "*compléter la victoire ouvrière*", puissent se dérouler normalement. *L'Humanité* titre : "*Forts de leur victoire, des millions de grévistes reprennent le travail*". Malgré cela, de nombreuses poches de résistance se maintiennent, comme à Renault-Flins, Peugeot-Sochaux où la répression fait plusieurs morts, ainsi qu'à Citroën-Javel où le travail ne reprend qu'après le premier tour des élections, le 23 juin.

Finalement, la formidable grève de mai-juin 1968 devait aboutir à une défaite pour la classe ouvrière. Mais ce fut une expérience incomparable où des millions d'ouvriers ont été confrontés aux problèmes qui se posent à leur classe, où en particulier ils ont dû affronter le sabotage des syndicats (de nombreuses cartes syndicales furent déchirées en juin 1968).

La reprise historique du prolétariat mondial

Mais surtout, Mai 68, par son ampleur, révélait qu'il ne s'agissait pas d'une simple péripétie "française" de l'agitation estudiantine des années 60, la révolte contre "la société de consommation" ou la "société du spectacle". C'était bien une nouvelle période qui s'ouvrait dans l'histoire du prolétariat mondial.

Cette nouvelle période, seuls pouvaient en prévoir et reconnaître la venue ceux, les révolutionnaires marxistes, qui savaient que le capitalisme décadent est totalement incapable de surmonter ses contradictions économiques. C'est sur cette base que nos camarades d'*Internacionalismo* au Venezuela (groupe précurseur du CCI) saluaient, dans le numéro 9 de leur revue, l'année 1968 car elle devait se signaler par un surgissement mondial des luttes ouvrières stimulées par l'aggravation de la crise.

Pour sa part, évidemment, l'intelligentsia tendait encore à pérorer. En particulier, en s'appuyant sur le rôle de détonateur joué par l'agitation des étudiants et sur le succès du verbiage révolutionnaire en leur sein, elle surestima complètement leur rôle dans les événements de mai afin de rabaisser celui de la classe ouvrière. Ainsi, Castoriadis écrivait péniblement : "*Il est de première importance de dire bien haut et avec calme qu'en Mai 68, le prolétariat n'était pas l'avant-garde révolutionnaire de la société, qu'il n'était que l'arrière-garde muette.*"

L'insistance avec laquelle cet idéologue patenté s'efforce d'appeler la bourgeoisie à garder son calme est touchante : le prolétariat n'existait pas puisque lui-même l'avait enterré !

La bourgeoisie ne manquait pourtant pas de raison pour s'affoler ; car la vague de luttes qui commença en France en Mai 68 allait secouer le monde jusqu'en 1974 : d'Italie en Argentine (1969), d'Espagne en Pologne (1971) en passant par la Belgique et la Grande-Bretagne (1972), en Scandinavie et en Allemagne, la classe ouvrière allait démontrer dans la réalité sociale cette vivacité que permet de prévoir la vision marxiste et qui avait tant fait rire la bourgeoisie :

"Mai 68 est la première riposte importante de la classe ouvrière à un processus de crise aiguë du système capitaliste dont l'approfondissement inévitable verra se radicaliser les luttes prolétariennes jusqu'à débou-

cher sur la révolution mondiale." (RI ancienne série, n°3, p. 48)

Le marxisme avait permis de prévoir l'inévitable crise économique qui allait permettre de poser la question de la destruction du système capitaliste. Il avait aussi permis de prévoir le retour fracassant du prolétariat sur la scène de l'histoire, pour mener à bien cette destruction et construire la société communiste.

Mais alors que ceux qui l'avaient enterré parlaient de révolution en mai 1968 - dans le but de souligner son échec et de rendre ainsi illusoire et utopique l'idée-même de révolution, le marxisme ne permettait pas cette impatience ; si le prolétariat s'était affirmé à nouveau après cinquante années de contre-révolution, il n'avait cependant pas atteint, ni en France en 1968, ni mondialement, la maturité nécessaire pour s'imposer à la bourgeoisie et lui livrer les combats décisifs qui décideront du destin de l'humanité : socialisme ou barbarie généralisée.

La révolution sera nécessairement l'œuvre consciente de l'immense majorité des travailleurs et cette conscience ne peut se forger qu'à travers une longue série de luttes de plus en plus radicales, avec des moments d'avancées et de recul, répondant à une dégradation de plus en plus profonde des conditions d'existence de la classe ouvrière. C'est là le sens profond de toutes les vagues de luttes internationales que nous avons vécues depuis 1968.

La méthode marxiste est vivante, ses fossoyeurs sont mal en point. C'est elle qui a permis aux révolutionnaires de ne pas céder aux chants de sirène des visions modernistes, c'est elle qui leur a permis de comprendre et d'intervenir dans les luttes du prolétariat. C'est elle qui leur permet aujourd'hui de combattre les mensonges répandus par la bourgeoisie sur la "mort du communisme". C'est elle enfin qui leur permet d'affirmer qu'après trois ans de recul de la lutte de classe, l'aggravation catastrophique de la crise du capitalisme a créé les conditions pour une nouvelle reprise des combats ouvriers dans tous les pays.

Par le cadre international et historique qu'elle exige, seule cette méthode peut permettre aux révolutionnaires de participer activement à l'achèvement de ce processus réamorcé en 1968 par la classe ouvrière, et rendre ainsi possible le triomphe de la révolution mondiale.

(d'après RI n°168 et 223)

Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International
Revue Internationale/ 93
2eme trimestre 1998 15ff / 100 fb

Chômage
LA BOURGEOISIE PREND LES DEVANTS
FACE À LA MONTÉE DE LA COLÈRE OUVRIÈRE
Irak
UN REVERS DES ETATS-UNIS
QUI RELANCE LES TENSIONS GUERRIÈRES
Mai 1968
LE PROLÉTARIAT REVIENT
À L'AVANT DE LA SCÈNE
1848 : le Manifeste Communiste
UNE BOUSSOLE INDISPENSABLE
POUR L'AVENIR DE L'HUMANITÉ
Le communisme n'est pas un bel idéal,
il est à l'ordre du jour de l'histoire, III
1918 : LE PROGRAMME
DU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND
Révolution allemande, IX
L'ACTION DE MARS 1921 : LE DANGER
DE L'IMPATIENCE PETITE BOURGEOISE
Des débats entre groupes "bordiguistes"
UNE ÉVOLUTION SIGNIFICATIVE
DU MILIEU POLITIQUE PROLÉTARIEN

Appel aux lecteurs

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

BROCHURES DU CCI

La décadence du capitalisme

(15 F + frais d'envoi : France 8 F / Etranger 18 F).

Les syndicats contre la classe ouvrière

(15 F + 8 F/18 F)

Nation ou classe

(15 F + 8 F/18 F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière

(30 F + 8 F/18 F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(15 F + 8 F/18 F)

Organisation communiste et conscience de classe

(15 F + 8 F/18 F)

L'Etat dans la période de transition

(20 F + 8 F/18 F)

Bilan de la lutte des infirmières

(octobre 88) (10 F + 8 F/18 F)

Guerre du Golfe

(15 F + 8 F/18 F)

La Gauche communiste d'Italie

(80 F + 21 F/33 F)

La Gauche hollandaise

(120 F + 21 F/33 F)

L'effondrement du stalinisme

(20 F + 8 F/18 F)

La Révolution russe

(nouvelle édition) (15 F + 8 F/18 F)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière

(20 F + 8 F/18 F)

La prétendue "paranoïa" du CCI

(tomes I et II) (25 F et 40 F + 8 F/18 F)

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin - 9, cité Beauharnais 75011

Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des réunions publiques et des permanences dans plusieurs villes.

Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et

d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe.

Alors que dans les réunions publiques, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les permanences, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

RÉUNIONS PUBLIQUES :

Le chaos et la barbarie guerrière signent la faillite du capitalisme

BORDEAUX : le samedi 16 mai à 16h
"Café des Arts", 138, cours Victor Hugo.

LYON : le samedi 23 mai à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 2 mai à 20h30.
Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M° Chartreux.

NANTES : le samedi 13 juin à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS : le samedi-16 mai à 17 h,
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 19 juin à 21 h.
Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 23 mai à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.

Souscriptions

D (Rouen) : 300.

Lille : Permanence du 21 mars 1998 : YK : 20 ; FM : 30 ; H : 350 ; S : 100 ; K : 20.

Lyon / Grenoble : Permanences et Réunions publiques de septembre 1997 à mars 1998 : Cat : 820 ; Jer : 1200 ; Mau : 2670 ; Jac : 1100 ; Chris : 200 ; Lip : 37 ; Mat : 15.

Nantes : Réunion publique du 18 avril 1998 : H : 400 ; Julie : 200.

Toulouse : Permanence du 3 avril : Minerve : 100 ; Christine : 50 ; Morane : 50 ; Chris : 100 ; Bertrand : 76 ; Geneviève : 100.

Total : 7938

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS :
Contact - rue Lepneveu

BESANCON :

Les sandales
d'Empédocle - 95,
Grande Rue

BORDEAUX :

Le Roi Lire - rue S^c-
Catherine

BREST :

Maison de la Presse -
64, rue Jean-Jaurès

CLERMONT-Fd :

Le Papyvore - 3, rue de
l'Ente
Maison de la Presse -
place de Jaude

DIEPPE :

Maison de la Presse -
102, Grande-Rue

DUNKERQUE :

Maison de la Presse -
34, rue Poincaré

GRENOBLE :

Le Sphinx - 6, rue
Brocherie

L'encre sympathique - 6,
rue Saint-Laurent

LAVAL :

Point presse - Centre C^{al}
La-Mayenne

LE HAVRE :

Presse des Halles - 27,
place des Halles-Centrales

LILLE :

Galerie - 57, rue de
Béthune
Le Comte de Monte-Cristo
-C.commercial V2
Villeneuve-d'Ascq

LYON :

La Gryphe - 5, rue
Sébastien-Gryphe (7°)
La Proue -
15, rue Childebert (2°)

MARSEILLE :

Odeur du Temps - 35, rue
Pavillon (1°)

MARTIGUES :

Librairie Bellevue -
5, Bd Degut.

MELUN :

La Porte Ouverte -
19, rue du G^{al}-de-Gaulle

MONTAUBAN :

Maison de la Presse -
rue de la République

MONTPELLIER :

Librairie Sauramps-Le
Triangle - Allée J.-
Milhaud

NANTES :

Vent d'Ouest -
5, pl. du Bon-Pasteur
Lanoë - 2, rue de
Verdun
Librairie des
Boulevards - 20, bd des
Anglais

NICE :

Le Temps de Vivre -
50, bd de la Madeleine

ORLEANS :

Temps Modernes - rue
N-D-de-la-Délivrance

PARIS :

L'Herbe Rouge - 1 bis,
rue d'Alésia (14°)

La Brèche - 9, rue de
Tunis (20°)

Le Point du jour - 58,
rue Gay-Lussac (5°)
Lady Long Solo - 38,
rue Keller (11°)

SAINT-ETIENNE :

Librairie de Paris - rue
Michel-Rondet
Utopia - rue Pierre-
Berard

SAINT-NAZAIRE :

Le Temps de Vivre -
71, rue Jean-Jaurès

TOULON :

Hall de Presse - bd M^{al}-
Leclerc

TOULOUSE :

Toulouse Presse - 60,
rue Bayard
FNAC - 81, bd Carnot
Les Arcades - place du
Capitole

TOURS :

Librairie - 104, rue
Colbert.

PUBLICATIONS DU CCI

*Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :*

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -
BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 Stockholm -
SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam -
HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-
BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST (publica- tion en langue Hindi)

POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(12 numéros du journal) :
FRANCE : 100 F - ETRANGER :
100 F - PAR AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la Revue internatio-
nale) : FRANCE : 75 F - ETRAN-
GER : 75 F -
PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 170 F
- ETRANGER : 170 F - PAR
AVION : 210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser
notre presse autour d'eux, nous
proposons les modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 :
400 F.

-Revue internationale : abonnement
à 2 : 145 F, à 3 : 250 F.

Ecrivez-nous pour mettre au point
d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de RI -
CCP523544Y-Rouen, à adresser
à la boîte postale de RI :

RI
Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 PARIS

1943-1947

Le PCF au gouvernement défend le capital national contre la classe ouvrière

Si le PCF est le seul parti à être admis sans la moindre interruption dans tous les gouvernements bourgeois entre 1944 et 1947, ce n'est pas seulement parce qu'il est lui-même devenu un parti bourgeois à part entière. Ce n'est pas non plus uniquement pour le récompenser de ses états de service dans la Résistance et à la Libération. C'est surtout parce que l'ensemble de la bourgeoisie française a encore absolument besoin de lui dans cette période. En effet, celle-ci est consciente que c'est seulement le parti stalinien qui est à même, après avoir pris une part prépondérante dans l'embrigadement du prolétariat dans la boucherie impérialiste, de ramener les ouvriers au travail à la fin de la guerre. C'est la présence du PC au gouvernement qui peut ensuite lui permettre d'entraîner les prolétaires dans la reconstruction nationale en les persuadant de continuer à accepter les plus grands sacrifices, c'est-à-dire exiger d'eux le maximum de productivité tout en les maintenant dans les conditions d'existence les plus précaires et misérables. Car malgré toutes les garanties qu'elle s'est donnée, malgré l'écrasement physique et l'encadrement idéologique du prolétariat qu'elle a obtenus au cours des décennies précédentes, la bourgeoisie continue d'être hantée par le souvenir de la révolution de 1917 et elle redoute par-dessus tout des explosions sociales à la fin de la guerre. Le parti stalinien s'acquittera parfaitement jusqu'au bout des tâches particulières qui lui ont été confiées.

Certes, c'est aussi à force de chauvinisme et de zèle nationaliste que le PCF a été placé pour la première fois à la Libération devant des responsabilités gouvernementales par un De Gaulle qui lui salue en lui "l'aile marchante de la Résistance".

A l'exact opposé du parti bolchevik qui avait rassemblé toutes les énergies révolutionnaires du prolétariat pour s'opposer à la première guerre mondiale, le parti stalinien français tire sa force du cœur de la contre-révolution, de sa participation en première ligne au second holocauste impérialiste généralisé.

Les crimes du PCF dans la guerre

Le PCF s'est révélé non seulement un formidable pourvoyeur de chair à canon après avoir puissamment contribué à embrigader les prolétaires dans la guerre au nom de "l'antifascisme", mais aussi un féroce massacreur, participant à l'écrasement de la classe ouvrière jusqu'à jouer les commanditaires de l'élimination physique impitoyable dans la Résistance et à la Libération de tous ceux qui refusaient de marcher derrière le drapeau national de la bourgeoisie. Sa mise hors-la-loi en 1939 et sa clandestinité alliées au fonctionnement strictement hiérarchisé, cloisonné et bureaucratique de l'appareil stalinien lui ont permis de se couler aisément dans tous les réseaux militaires de la Résistance, des unités de maquisards jusqu'aux Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) en passant par le Conseil National de la Résistance (CNR) et son

commandement militaire, le COMAC. Parallèlement, il a pu tisser, avec la bénédiction de tous les "démocrates", ses propres réseaux d'influence et diriger directement des groupes armés comme les fameux Francs-Tireurs et Partisans (FTP) avec à leur tête le futur ministre Charles Tillon ou à la Libération les "milices patriotiques". Il a également pu mettre sur pieds des organes "d'union nationale des forces de la Résistance", à fonction d'enrôlement plus politique, comme le Front Uni de la Jeunesse Patriotique à la Libération et surtout le Front National (sic !) pendant la période clandestine de la Résistance. Ces "appellations" qui sont interchangeables avec des mouvements d'extrême-droite ne doivent rien au hasard ou à une pseudo-ironie de l'histoire. Dans les faits, les FTP ou les FFI ont été des "bouchers" et des "chiens sanglants" pour les prolétaires. Ils étaient les héritiers dans une toute autre situation historique, des Corps-Francs qui ont écrasé la révolution allemande en 1919. De même, c'est le parti stalinien qui a armé la meute des "milices patriotiques", haranguée par les appels répétés au meurtre qui faisaient les manchettes de *L'Humanité* à la fin de l'été 1944 : "Libérez la France, châtiez les traîtres" et lâchée dans une chasse effrénée aux "saboteurs" et aux "collabos". Ces éléments, souvent des ouvriers dévoyés, ne se distinguaient en rien des "mili-ciens" qu'ils pourchassaient et qui avaient été enrôlés à la même époque dans le camp pétainiste. Ils étaient formés dans le même moule idéologique contre-révolutionnaire et patriotard, pour se battre "au service du pays".

C'est pourquoi le PCF se retrouve à l'avant-garde de la "politique d'épuration" qui se déchaîne dès la Libération dans la lignée des méthodes d'assassinats et d'exécutions expéditives qu'il a déjà expérimentées et mises au point à large échelle à travers les brigades internationales pendant la guerre d'Espagne, aux dépens du POUM et des anarchistes, et qu'il a continué à exercer dans la Résistance contre tous ceux qu'il désignait comme "hitléro-trotskistes".

Le PCF à la botte de Staline ... et aux ordres des Alliés

Après avoir été intégré dans le gouvernement provisoire semi-officiel de la "France Libre" proclamé par De Gaulle à Alger en 1943, il conserve ses deux attributions ministérielles dans le nouveau gouvernement provisoire gaul-liste formé après la Libération de Paris en septembre 1944 (1). Cependant, dès ce moment-là, la prudence politique du PCF qui se garde bien de réclamer davantage est conditionnée par le fait

(1) En erratum à l'article paru dans *RI* n° 278, il faut préciser que Billoux et Grenier ont été nommés dans le gouvernement clandestin formé à Alger, le premier comme ministre de la Santé publique, le second comme ministre de l'Air. Dans le gouvernement provisoire de 1944, le PCF conserve les mêmes attributions mais c'est Charles Tillon qui devient ministre de l'Aviation, en pleine Libération. Il est édifiant de remarquer que, par la suite, c'est le secteur de l'armement qui sera systématiquement confié au PC, traduisant les pré-occupations fondamentales de la bourgeoisie : contrôler la récupération des armes.

qu'il obéit aux consignes expresses de Staline qui prépare les accords de Yalta et trame déjà avec les autres brigands impérialistes victorieux un repartage du monde en deux blocs.

Dans cette attente, Duclos (2) qui dirige l'appareil stalinien en l'absence de Thorez, considéré comme "déserteur" depuis sa fuite en URSS via l'Allemagne nazie en 1939 et son exil à Moscou, fait tout pour maintenir le "statu quo" et repousser les échéances électorales, reculant l'épreuve de force avec De Gaulle. Il se garde même de réagir lorsque De Gaulle décide de la dissolution des "milices patriotiques" le 28 octobre 1944, se pliant ainsi à l'ordre direct de Staline qui est de "ne s'opposer en rien aux exigences de De Gaulle, ni à celles des Alliés" (de l'aveu même de Tillon dans son livre *On chantait rouge*).

Parallèlement, la direction du PCF s'attache à écarter des plus hautes responsabilités de son appareil les chefs les plus "populaires" de la Résistance, soit en les faisant nommer dans des postes honorifiques de l'Etat bourgeois (ministres, secrétaires d'Etat ou préfets), soit en les destituant purement et simplement de leurs fonctions. Le but de la manœuvre est de reconstituer l'appareil stalinien autour des hommes qui ont déjà fait la preuve de leur docilité absolue envers la politique de Staline. Le 10 décembre 1944, c'est De Gaulle qui se rend à Moscou et signe le pacte franco-soviétique.

Du 2 au 12 janvier 1945, Roosevelt, Churchill et Staline sont réunis à Yalta et ces deux derniers se livrent à un sordide maquignonnage en crayonnant sur un bout de papier une carte de l'Europe où ils fixent le tracé de leurs zones d'influence respectives, dépècent toute l'Europe centrale et se disputent

(2) Duclos, numéro deux du parti, l'a effectivement dirigé seul pendant toute la période d'exil de Thorez entre 1939 et 1946. Mais s'il préférerait "agir dans l'ombre", c'est parce qu'il a toujours été "l'œil de Moscou" sur l'appareil, chargé en particulier de surveiller les agissements du secrétaire général (et dénonçant à l'occasion ses hésitations ou ses lâchetés). D'ailleurs Trotski lui-même l'avait publiquement dénoncé en 1937, après l'assassinat de son fils Sedov en France, comme "un vieil agent de la Guépéou".

le sort de populations entières à coups de pourcentages. Finalement, pour le prix du sang de ses vingt millions de victimes dans la guerre, l'impérialisme russe se verra accordé par les Alliés, non seulement les territoires obtenus lors du pacte germano-soviétique, mais encore la Pologne, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie et une partie de l'Allemagne. En fait, les Alliés avaient besoin d'un nouveau gendarme à l'Est de l'Europe pour parer à toute éventualité de soulèvement prolétarien à la fin de la guerre. Ainsi, ils ont délibérément favorisé les entreprises d'occupation par "l'Armée rouge" pour mater les révoltes ouvrières à Varsovie et à Budapest (3). En échange de cette zone d'influence exclusive et de conquêtes militaires autorisées, faisant de l'URSS une superpuissance antagonique au parapluie américain déployé sur le nouveau bloc occidental, Staline s'engageait à laisser entièrement l'Italie et la France, où les partis staliniens exerçaient pourtant une influence politique prépondérante, dans le camp américain, moyennant quoi ces partis pourraient assumer leur rôle antiprolétarien spécifique en embrigadant la classe ouvrière derrière la "reconstruction nationale" à travers une participation à des gouvernements "démocratiques".

Le sort du PCF était ainsi scellé : sur ordre de Staline, et avec la bénédiction de tous les grandes "démocraties" occidentales, il n'engagerait pas d'épreuve de force pour la conquête du pouvoir mais serait en revanche systématiquement associé à celui-ci pour empêcher toute initiative prolétarienne et mieux désarmer la classe ouvrière. Très vite amnistié et accueilli triomphalement à Paris, Thorez s'empresse de déclarer le 21 janvier 1945 : "Il faut un seul Etat, une seule police, une seule armée" et le PCF oblige alors les ouvriers et les ex-membres des "milices patriotiques" à rendre les armes accumulées pendant la Résistance. L'appareil du PCF est reconstitué autour de ses anciens lea-

(SUITE PAGE 3)

(3) En fait, Staline s'est lui aussi cyniquement déchargé, à ce moment-là, de cette sale besogne sur l'armée hitlérienne en laissant stationner ses propres troupes dans les faubourgs de ces deux villes sans bouger le petit doigt pendant les tueries

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploit-teurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes de Marx et Engels* (1847-52), des trois Internationales (*l'Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, *l'Internationale Socialiste*, 1884-1914, *l'Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.